



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

Liberté
Égalité
Fraternité

Dossier n° PC 031 555 24 C530

Date de dépôt : **6 novembre 2024**

Demandeur : **CNRS OCCITANIE OUEST représenté
par Monsieur Jocelyn MERE**

Pour : **extension du bâtiment F-G1-G2**

Adresse terrain : **16 avenue Edouard Belin à
Toulouse (31400)**

**ARRÊTÉ
accordant un permis de construire
au nom de l'État**

Le préfet de la Haute-Garonne,

Vu la demande de permis de construire présentée le 6 novembre 2024 par CNRS OCCITANIE OUEST, représenté par Monsieur Jocelyn MERE sis 16 avenue Edouard Belin à TOULOUSE affichée en mairie le 13 novembre 2024 et enregistrée sous le numéro originel PC 031 555 24 C530 ;

Vu l'objet de la demande :

- Pour l'extension du bâtiment F-G1-G2 ;
- Sur un terrain situé 16 avenue Edouard Belin à Toulouse ;
- Cadastré : 837 BN 3
- Pour la création d'une surface de plancher de 422 m² ;
- Pour une destination de service public ou d'intérêt collectif ;

Vu le code de l'Urbanisme ;

Vu le plan de prévention des risques naturels prévisibles de mouvements différentiels de terrain consécutifs au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux pour la commune de Toulouse, approuvé par arrêté préfectoral en date du 25 octobre 2010 ;

Vu le plan local d'urbanisme de Toulouse modifié en dernière date le 12 décembre 2024;

Vu l'extrait du règlement de la zone UIC1 du plan local d'urbanisme ;

Vu les orientations d'aménagement et de programmation « Campus Rangueil » ;

Vu les délibérations n° DEL-21-0991 à DEL-21-0996 du conseil de communauté de Toulouse Métropole en date du 14 octobre 2021, instaurant un périmètre de taxe d'aménagement majorée sur la commune de Toulouse - taux 20 % sur les secteurs d'habitat au sens du document d'urbanisme et taux 15 % sur les secteurs économiques au sens du document d'urbanisme ;

Vu le bâti existant ;

ARRÊTE

Article 1

Le permis de construire est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées ci-dessous ;

Article 2

Le demandeur devra se conformer à l'article 12.4.10 du chapitre III-dispositions communes du plan local d'urbanisme qui impose « un ou plusieurs emplacements couverts [...] à raison de 2 % de surface de plancher projetée », à savoir 9 m² pour le projet.

Dans le cas d'un aménagement extérieur, celui-ci devra se conformer aux obligations d'urbanisme en vigueur.

Fait à Toulouse le 3 février 2025,

Pour le préfet et par délégation,

Par subdélégation de la directrice départementale des territoires,

Karine LEMARCHAND.

N.B. : La présente autorisation est soumise au paiement d'une taxe d'aménagement. Les montants de la part communale et de la part départementale, ainsi que les modalités de versement, vous seront communiqués ultérieurement.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.